

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Economie-mondiale-Ils-veulent-tous-sauver-le-noye-en-lui-faisant-boire-de-l-eau>

Economie mondiale :Ils veulent tous sauver le noyé en lui faisant boire de l'eau

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : jeudi 13 août 2020

Description :

Economie mondiale : Ils veulent tous sauver le noyé en lui faisant boire de l'eau. il est bon de s'interroger sur comment le système capitaliste en est arrivé à monétiser la dette, mesure précédemment interdite dans tous les pays occidentaux) (...) Gérard Bad

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Si les démocrates exigent la régulation de la dette publique, les ouvriers doivent exiger la banqueroute de l'Etat »

Karl Marx. [1]

[Ler em portugues](#)

Entre la BCE qui injecte 750 milliards d'euros et l'Etat français qui colle sur le dos de la Sécurité sociale 136 milliards de dette [2], il est bon de s'interroger sur comment le système capitaliste en est arrivé à monétiser la dette (mesure précédemment interdite dans tous les pays occidentaux).

Le retour de la dette latinoaméricaine fut un premier marqueur des crises financières à répétition

Dés l'année 1982 date de la première « [crise mexicaine](#) » [3] les pays latinoaméricains gorgés d'emprunts internationaux entrent globalement dans la récession. [4] Pendant des années les gouvernements de ces pays ont confondu « accumulation de dettes avec accumulation de capital. » Il va en résulter qu'il n'est plus possible d'accroître le revenu disponible au moyen de l'endettement, les banques attendant l'arme au pied le remboursement des intérêts de la dette. Les gouvernements de ces pays sont donc sommés de procéder rapidement à des coupes claires dans les dépenses nationales pour dégager les fonds nécessaires au remboursement de la dette, selon la formule adoptée à l'époque, « *prêts forcés - remboursements contraints* ».

Cinq ans après la dite crise mexicaine, le montant des remboursements des pays latinoaméricains est impressionnant, une fraction importante des intérêts dus est remboursée. La récession de 1982-1983 et la forte dévaluation (20% en terme réel entre 1981 et 1985) en a été le prix à payer par les prolétaires. Ces mesures furent doublées d'une [hyperinflation](#) notamment pour l'Argentine (2000 %) et la Bolivie (30 000 %) au milieu de l'année 1985.

A partir de 1987, les banques se rendent à l'évidence, que les pays d'Amérique Latine sont au taquet, ils ne peuvent plus rien rembourser sans déclencher des risques politiques graves. Les banques ne vont plus consentir aux pays d'Amérique latine que les crédits nécessaires au maintien des flux de remboursement des intérêts dus. La méfiance règne, et les marchés dès lors considéreront que les pays endettés ne pourront plus rembourser la totalité de la dette.

La vague des dévalorisations financières monte en puissance

Elle commence à poindre dès 1983, quand les caisses d'épargne US s'effondrent. Plus de 1 600 institutions vont faire faillite. Le bilan est lourd des 1985, les pertes sont évaluées à 500 Mds de dollars (presque la moitié de la dette du tiers monde). Deux ans après c'est le Krach historique de 1987 (2 000 Mds de dollars partent en fumée). Depuis les dévalorisations financières se sont succédées les unes après les autres comme jamais auparavant dans l'histoire du capitalisme.. Si les crises, (*boursières et monétaires*) anéantissent régulièrement le capital fictif, cela vient que

sous l'hégémonie du capital financier, c'est la sphère de circulation du capital qui devient le pivot des crises.

La crise dite « Tequila »

En 1994, la crise mexicaine dite « Tequila » éclate, mais restera dans l'ensemble circonscrite à la sphère financière et donc n'a que très peu touché l'économie réelle [5] ; le peso dévaluait de 40% et la 8ème banque du Mexique entraînait en insolvabilité technique. La crise Tequila fut caractérisée par Mr Candessus Directeur général du FMI de l'époque comme étant « la première crise d'envergure dans le nouveau monde des marchés financiers globalisés ».

Le ver est dans le fruit comme on dit et en 1998. Le LTCM le plus important fond spéculatif US, se retrouve en quasi-faillite au mois de septembre 1998. La FED (Réserve Fédérale des États-Unis) est contrainte d'intervenir afin d'éviter des faillites bancaires en chaîne, 14 banques sont intervenues pour la somme de 3,625 milliards de dollars. La conséquence fut une vague de licenciement dans plusieurs banques : ING Barings 1 200, Merrill Lynch 4 300 ...

La crise dite « Asiatique » prend le relais. L'économie réelle est touchée

Cette même année (1997-1998), la crise Asiatique va se déployer sur l'ensemble de l'économie et notamment sur l'appareil productif. Le FMI entrera en action et exigera le démantèlement des conglomérats (chaebols) de la Corée du Sud ; conditionnera ses prêts au pays à la modification du statut de la Banque centrale pour que celle-ci devienne indépendante du pouvoir politique. Dans les faits, les États-Unis et l'Union européenne venaient d'éliminer un concurrent redoutable dont ils ont pillé l'industrie en reprenant les entreprises à bas prix, d'autant plus facilement que la monnaie nationale était dévaluée. Contrairement au Mexique qui, dès 1995 reprenait ses exportations, la crise asiatique restera latente. A la fin de l'année 1998 on pouvait faire le constat suivant :

l'Amérique Latine et la Russie [6] sont sur le fil du rasoir, le Japon plonge une nouvelle fois dans la récession, les États-Unis naviguent sur une bulle financière de plus en plus importante. L'Europe semble résister avec un rythme de croissance de 3% bénéficiant du malheur des autres. L'euro va bientôt émerger comme monnaie internationale et entrer en concurrence avec le dollar, le yen, et le yuan. Tous les ingrédients d'une crise majeure de l'économie mondiale sont maintenant réunis, et Michel Camdessus, directeur du FMI, déclarait : « Je vais sonner le tocsin : il faut se préparer, sans attendre, à la prochaine crise » (Les Echos du 14 septembre 1998.)

La crise Argentine les prémices du risque d'État

La prochaine crise va effectivement poindre à un autre niveau : elle va toucher de plein fouet l'Argentine en 2001-2002 et poser la question du risque souverain, l'Argentine n'étant plus en mesure de rembourser ses créanciers. Si dès 1987, les banques commençaient à dire qu'il fallait abandonner l'idée que « Les nations ne faisant pas faillite, les banques n'ont pas à se protéger contre les pertes » [7], la crise Argentine allait poser ouvertement, la question du risque État, qui frappe actuellement l'Union Européenne mais aussi certains états des États-Unis, comme la Californie.

Les États, qui pour le plus grand bien du capital financier mondial ont mis en place des politiques d'endettement exponentiel, poursuivent sur la même piste. Ils commencent depuis quelques mois pour financer les mesures anti-crise, à lever des emprunts sur les marchés financiers. Des masses d'obligations et de bons du Trésor se déverseront sur les places financières.

L'abcès sera enfin percé avec la crise mondiale dite des subprimes (2009)

Nous n'allons pas ici reprendre l'historique de cette crise du « [subprimes](#) » mais en montrer les conséquences. Dès décembre 2009, nous passerons du monétarisme anti-inflationniste à son contraire, le retour de la création monétaire. C'est par la transformation des dettes privées en dettes publiques, à coup de milliards de dollars, d'euros, de yens... que la croissance économique sera tant bien que mal maintenue. Tous les États se retrouvent de plus en plus en déficit et n'ont d'autre recours que de lever des emprunts sur les marchés financiers pour assumer les mesures anti-crise. Bientôt des masses d'obligations et de bons du trésor vont se déverser sur les places financières. Ces mêmes places financières exigeant que l'argent rapporte de l'argent, entrer dans l'angoisse dès qu'un État se trouvera en difficulté sur sa dette. L'alerte est donnée quand Dubaï n'est plus en mesure de régler ses dettes. De même pour la Grèce, selon l'OCDE sa dette publique pour cette année est de 75,3% du PIB c'est-à-dire 300 milliards d'euros, qui devrait atteindre 89,3% en 2010. Les agences de notation viennent de déclasser ce pays bientôt considéré en cessation de paiement. La Grande Bretagne est elle aussi dans une situation critique et selon la presse pourrait être déclassée. Ce n'est pas la première fois que des États sont en faillite, la Yougoslavie a été démantelé dans les années 1990 du fait de son surendettement] et la [Serbie bombardée par l'OTAN](#) en 2001 c'est [l'Argentine](#) qui allait boire le bouillon, au point que le FMI lança l'idée, qui avait déjà émise lors de la crise asiatique qu'il fallait légiférer sur le « [risque pays](#) ».

Ce qui est nouveau aujourd'hui, c'est que le risque pays ne concerne plus seulement des pays comme la Turquie, le Liban, la Thaïlande, la Corée du sud... Mais directement des pays de l'OCDE. Le journal *La Tribune* du 15 mai 2009 parlant des Etats-Unis d'Amérique dit : « *Ils devront dévaluer le dollar, mais cela ne suffira pas, ils devront également renégocier leur dette.* ».

Le *risque pays*, va provoquer des tendances centrifuges au sein de UE de type souverainiste, toute une propagande médiatique sur la fiscalité et les paradis fiscaux est mise en avant. Le premier ministre grec Georges Papandréou en appelle à l'union nationale contre la fraude fiscale, mais la jeunesse se révolte contre la précarité et passe à des actions radicales... En France on a mis en couveuse le corbeau de la banque suisse HSBC et sa liste de « *fraudeurs du fisc* ». On fait semblant de s'attaquer au grand capital, comme par exemple en indiquant que les entreprises du CAC 40 trichent et que les PME (petites et moyennes entreprises) payent plus d'impôts que les multinationales. Mais dans la réalité, ce fut 31,2% du PIB de l'UE d'aides publiques qui va au rachat d'actifs toxiques.

Les dévaluations compétitives

Le rétrécissement du marché mondial confirmera le retour du protectionnisme. Les grandes messes sur l'écologie « *il faut sauver la planète* » sont de cet acabit, il s'agit d'élever des normes « *écologes* » c'est à dire des taxes, pour protéger certains secteurs de la concurrence voir s'ouvrir le marché du capitalisme vert.

Le recours aux dévaluations compétitives est de retour, il consiste à faire chuter sa monnaie afin de donner un avantage à ses exportations. Par exemple la Grande Bretagne a laissé sa Livre sterling se déprécier de 20% par rapport à l'euro depuis août 2008, ce qui en fait revient à dissimuler une taxe de 20% sur ses importations et finira dans les bras du Brexit.

Il en est de même pour le dollar en chute libre, le franc suisse, le dollar canadien... Le cycle des *dévaluations compétitives* est en pleine action, Tout ce concentre sur le vrai argent c'est à dire sur des valeurs sûres et non plus sur des billets de papier fraîchement produits par la planche à billet ; d'où un certain retour vers l'or considéré comme « la valeur refuge » à minima.

Mais après ces dévaluations compétitives, tous se retrouvent à la case départ, la stagnation est là et la récession menace. La fin de l'histoire du monétarisme toujours fustiger avec vigueur par James K. Galbraith, allait sonner. Le monétariste Friedman lui-même, dans un interview avec le *Financial Times*, reconnaît dès 2003 que « *le recours à la quantité de monnaie comme objectif n'a pas été une réussite. Aujourd'hui, je ne suis pas sûr que je le recommanderais aussi vigoureusement que par le passé* ». Le resserrement monétaire des années 2005-2007 va avec la crise du *Subprime* exploser, la Fed est contrainte de faire marcher la planche à billet à outrance, son président *Ben Bernanke* sera même surnommé « *Hélicoptère Ben* » celui-ci volant au secours des marchés en injectant massivement des liquidités. [8]

Dans l'Union européenne les critères de Maastricht ne tiennent plus la route. La Banque centrale européenne essaye tant bien que mal de gérer les dérapages inflationnistes, Jean-Claude Trichet dans la pure lignée du ce que l'on appelle actuellement le « [consensus monétariste](#) » intervient à tire larigot pour racheter des obligations souveraines. Ce rachat de dettes souveraines va avoir des répercussions très visibles, les décideurs de la BCE sont accusés par les fidèles du monétarisme de plonger l'UE dans la débâcle financière et économique. *Jürgen Stark*, un des chefs économistes de la BCE démissionne, pendant que Axel Weber, Président de la Bundesbank n'en fini plus de monter au créneau contre les programmes de rachats de dettes souveraines par la BCE (143 milliards d'euros actuellement). Il accuse la BCE d'accroître la masse monétaire par le truchement d'une monétisation de la dette publique facteur d'inflation. Ce qui mènera au procès [Karlsruhe](#).

Tout cela démontre, s'il en est besoin, que nous touchons à la fin des rafistolages. Prisonnier de la dualité visant à choisir entre *Keynes* ou *Friedmann*, ils finissent dans « *le consensus monétariste* » c'est-à-dire l'aveu de leur impuissance à gérer ce monde.

Après avoir espérer l'intervention des fonds souverains dans la crise, les états reviennent bredouilles et décident de recourir à la monétisation de la dette.

De la dette souveraine à sa monétisation (*Maastricht* et *Lisbonne* au pilon)

En septembre 2011, il n'est plus possible pour les gouvernements de passer sous silence le Krach boursier de la mi août (4 000 milliards de dollars évaporés). La crise grecque apparaît donc comme une crise dans la crise. Comme le noeud gordien qui devrait faire éclater les contradictions internes du capital financier international. Les banques françaises et européennes sont particulièrement visées, au point que dans la presse *Christine Lagarde* fraîchement élue à la tête du FMI exige une recapitalisation des banques européennes pour que celles ci comptabilisent dans leurs comptes les créances de la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, et la Belgique. Les titres des quatre principales banques françaises (*BNP Paribas*, *Crédit Agricole*, *Natixis* et *Société Générale*) ont perdu, en moyenne, 50% depuis un an et *Natixis* vient de se faire sortir du CAC 40.

La patronne du MEDEF *Lorence Parisot*, est montée au créneau pour soutenir les banques françaises contre les exigences du FMI qui se traduiraient par une réduction de 10% à 12% des fonds propres des banques européennes. La fin de partie est proche, les états et les banques centrales ont épongés les pertes des banques et ont de ce fait mis en exergue la dette souveraine, qui elle-même pose la question de sa restructuration ou de sa banqueroute et avec elle le chapelet des banques créancières : pour les françaises 331 milliards d'euros, 435 milliards pour les allemandes et 341 milliards pour anglaises.

Depuis, *Christine Lagarde* est à la tête de la BCE et l'interdiction de monétiser la dette par l'article 123 du [Traité de Lisbonne](#), ex article 104 du [Traité de Maastricht](#) va être subtilement contourné par le ([quantitative easing](#))

assouplissement quantitatif dit « QE » déjà utilisé par la Banque centrale des États-Unis (FED), la Banque centrale du Japon (BoJ) et la Banque d'Angleterre (BoE).

L'objectif du QE de la zone euro n'est plus d'atteindre un objectif d'inflation proche de 2% comme cela avait été dit ces dernières années... Il est d'intervenir sur la dette publique en rachetant des quantités illimitées. Dans une tribune au *Financial Times*, Christine Lagarde n'écrit pas autre chose : « *Nous sommes totalement prêts à augmenter la taille de nos programmes d'achats d'actifs et à ajuster leur composition, autant que nécessaire et aussi longtemps que nécessaire.* ». Si en 2015 la BCE prétendait que le QE n'était en rien une monétisation de la dette, que des règles strictes encadraient le QE. La Cour de Justice Européenne avait pris acte en 2018 de ces règles affirmant que le principe d'interdiction de la monétisation était respecté.

Or, le 25 mars 2020, la BCE annonçait qu'elle suspendait ces règles ! Elle s'accorde désormais toute flexibilité dans ses interventions, mettant au pilon un pilier du *Traité de Maastricht* et du *Traité de Lisbonne*. En prenant cette décision avec le Conseil des gouverneurs, Christine Lagarde s'est peut-être souvenue de ce qu'elle déclarait au *Wall Street Journal* le 17 décembre 2010 : « *Nous avons violé toutes les règles des traités car nous voulions sauver la zone euro.* ». Tout état peut dorénavant se financer gratuitement auprès de la Banque centrale, le QE n'a plus comme objectif de contenir l'inflation de la zone euro à 2% mais d'intervenir sur la dette publique en rachetant des quantités illimitées « *Nous sommes totalement prêts à augmenter la taille de nos programmes d'achats d'actifs et à ajuster leur composition, autant que nécessaire et aussi longtemps que nécessaire.* » Christine Lagarde au *Financial Times*.

Dette qui se présente comme une échappatoire sans fin basé sur quelques valeurs refuges monétaires comme le dollar et sa puissance militaire sécurisante, le franc suisse et la couronnes norvégienne et même la monnaie japonaise. Tout le système ne tient que parce que ce sont ces monnaies qui semblent les plus solides. Mais cet échafaudage bâti sur les ruines de *Bretton Wood* finira par s'effondrer. Une nouvelle monnaie forte assise sur un monceau de plus value réelle résultat de l'exploitation de millions de prolétaires, se présente comme le relais positif d'une nouvelle expansion de l'accumulation capitaliste. Il s'agit de la monnaie chinoise. Seulement rien n'indique que la Chine (maintenant robotisée et leader des nouvelles technologies) puisse maintenir son expansion, surtout si ses principaux acheteurs plongent encore plus dans la récession.

L'Armagedon financier international que tous craignent, pourrait très bien arrivé, si les monceaux de dettes assis en dernier ressort sur les peuples comme garantie, ne sont pas validés.

Aux dernières nouvelles, nous apprenons la faillite du géant allemand des paiements [Wirecard](#) un scandale sans précédent outre-Rhin qui éclabousse les autorités.

Gérard Bad pour [Spartacus1918](#)

[Spartacus1918](#), le 1er juillet 2020.

[1] 1ère Adresse du Comité de la ligue des communistes, 1850.

[2] [Les députés s'apprêtent à ajouter 136 milliards de dettes au « trou de la Sécu »](#). L'Obs, le 13 juin 2020

[3] Quand la crise éclate en 1982, on dénombre 550 banques créancières du Mexique ! Pour la Banque mondiale, en prêtant au Mexique, l'enjeu est de garder une influence sur les autorités mexicaines. Voir à ce sujet le livre d'Eric Toussaint [Banque mondiale : le coup d'État permanent](#)

[4] Les ingrédients essentiels de la crise de la dette sont apparus entre 1979 et 1981. Les USA et d'autres pays de l'OCDE ont resserré le crédit et relevé fortement les taux d'intérêt. Ceci a directement accru la dette latinoaméricaine, dont une grande partie était assortie de taux d'intérêts variables. Attirés par des taux d'intérêt plus élevés ou craignant les risques d'instabilité locale, les latinoaméricains ont transféré leur argent à l'étranger : l'argent des nouveaux prêts est retourné à Miami. La fuite des capitaux a commencé bien avant le véritable déclenchement de la crise (Le Ramsés 93 p 233)

[5] « Si la chute ou la montée des cours de ces titres n'a pas de rapport avec le mouvement de la valeur du capital réel qu'ils représentent, la richesse d'une nation est aussi grande avant leur dépréciation ou la hausse de leur valeur qu'après. » (Le Capital T. III Cap. XXIX page 493 éd. Moscou.) en effet, si le taux de croissance avant et après la crise n'est pas affecté, il n'en résulte pas moins une baisse temporaire de la production pendant cette crise. Si la crise n'avait pas existé la production aurait continué de croître.

[6] La crise russe de 1998, ne peut être détachée de celle de l'URSS et de la révision semi-pacifique des accords de Yalta accompagnée des « [révolutions de couleur](#) ». La Russie comptait rapidement privatiser ses entreprises publiques, en les cédant aux financiers internationaux pour rembourser ses dettes et s'intégrer au marché mondial. Elle comptait sur les IDE de l'occident pour sortir du marasme économique. La privatisation avortée de la compagnie pétrolière *Rosneft*, provoqua une plongée de la Bourse de 40%. La crise étant ici limitée à la sphère financière, la brèche a été colmatée par le FMI. En août 2006, la Russie est en mesure de rembourser par anticipation sa dette envers 18 pays du [Club de Paris](#) en versant une première tranche de 23,7 milliards de dollars.

[7] Le président de l'époque de la *Citicorp* : Walter Wriston.

[8] Nous avons constaté que la masse monétaire US a gonflé rapidement jusqu'à l'été 2009. Depuis elle stagne comme réserve excédentaire dans les banques à des niveaux historiques. La FED est sur les traces du Japon (1998-1999) qui fit marcher à fond la planche à billet pour couvrir ses propres emprunts (achat de bons du trésor). Il en résulta que la banque centrale avait beau émettre des liquidités, celles-ci ne circulaient pas, la production et la consommation restaient au point mort, et la déflation (baisse des prix) poursuivait sa course. L'économie nipponne fonctionnait comme une « [trappe à liquidités](#) ».